



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CHER

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°18-2020-09-008

PUBLIÉ LE 9 SEPTEMBRE 2020

# Sommaire

## **DDT 18**

18-2020-09-08-003 - Arrêté du 08 septembre 2020 portant limitation des usages de l'eau  
(13 pages) Page 3

18-2020-09-08-004 - Arrêté du 08 septembre 2020 relatif à la gestion volumétrique pour  
irrigation agricole (6 pages) Page 17

## **DGFIP**

18-2020-09-09-002 - Nouveaux horaires de la trésorerie de Bourges Amendes (1 page) Page 24

# DDT 18

18-2020-09-08-003

## Arrêté du 08 septembre 2020 portant limitation des usages de l'eau

*ARRETE n° DDT - 2020 - 214 portant reconnaissance du franchissement du seuil d'alerte de la Vauvise ; du seuil d'alerte renforcée de l'Aubois,, de l'Yèvre à l'aval de Bourges et de la Petite Sauldre ; du seuil de crise de l'Arnon amont, de l'Arnon aval, de l'Yèvre à l'amont de Bourges, de l'Auron, du Cher, du Fouzon et de l'Indre et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau sur le territoire du département du Cher*

**Direction départementale des  
Territoires**

6 Place de la Pyrotechnie  
18019 BOURGES CEDEX  
Téléphone : 02 34 34 61 00

**ARRETE n° DDT - 2020 - 214**

**Portant reconnaissance du franchissement du seuil d'alerte de la Vauvise ; du seuil d'alerte renforcée de l'Aubois, de l'Yèvre à l'aval de Bourges et de la Petite Sauldre ; du seuil de crise de l'Arnon amont, de l'Arnon aval, de l'Yèvre à l'amont de Bourges, de l'Auron, du Cher, du Fouzon et de l'Indre et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau sur le territoire du département du Cher**

Le préfet du Cher,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

**Vu** le Code de l'environnement, notamment les articles L 211-1 à L 211-10, L 215-1 à L 215-13 concernant les cours d'eau non domaniaux, les articles L 432-3, L 432-5 et L 432-8 relatifs à la protection de la nature, les articles R 211-1 à R 211-9, R 211-66 à R 211-70 relatif à la limitation et à la suspension des usages de l'eau et les articles R 214-1 à R 214-60 portant application des articles L 214-1 à L 214-6,

**Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne adopté le 4 novembre 2015, approuvé par le préfet coordonnateur le 18 novembre 2015,

**Vu** l'arrêté n° 2012-1-0571 du 16 mai 2012 définissant les seuils d'alerte et de crise des cours d'eau du département du Cher et les mesures générales ou particulières destinées à faire face à une menace de sécheresse par la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2020-0143 du 20 février 2020 accordant délégation de signature à Monsieur Thierry TOUZET, directeur départemental des Territoires ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DDT-2020-182 du 04 août 2020 accordant subdélégation de signature à certains agents de la direction départementale des Territoires du Cher ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DDT - 2020 - 198 du 25 août 2020 portant reconnaissance du franchissement du seuil d'alerte de la Vauvise ; du seuil d'alerte renforcée de l'Yèvre à l'aval de Bourges et de la Petite Sauldre ; du seuil de crise de l'Arnon amont, de l'Arnon aval, de l'Aubois, de l'Yèvre à l'amont de Bourges, de l'Auron, du Cher, du Fouzon et de l'Indre et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau sur le territoire du département du Cher

**Considérant** l'état préoccupant de la ressource en eaux souterraines et en eau de surface en date du 23 août 2020 ;

**Considérant** que le débit de la Vauvise à la date du 6 septembre est inférieur à son seuil d'alerte tel que défini à l'annexe 3 de l'arrêté n°2012-1-0571 du 16 mai 2012 visé ;

**Considérant** que les débits de l'Aubois, de la Petite Sauldre et de l'Yèvre à l'aval de Bourges à la date du 6 septembre 2020 sont inférieurs à leurs seuils d'alerte renforcée respectifs, tels que définis à l'annexe 3 de l'arrêté n°2012-1-0571 du 16 mai 2012 visé ;

**Considérant** que les débits de l'Arnon amont, de l'Arnon aval, de l'Yèvre à l'amont de Bourges, de l'Auron, du Cher, et du Fouzon sont inférieurs à leurs seuils de crise à la date du 23 août 2020, tels que définis à l'annexe 3 de l'arrêté n°2012-1-0571 du 16 mai 2012 visé ;

**Considérant** que le bassin de l'Arnon amont et de l'Indre dans le département de l'Indre sont en situation de crise, et qu'il convient de mettre en œuvre des mesures de limitation des usages de l'eau sur l'ensemble de ces bassins,

**Considérant** que, dans ces conditions, il convient de mettre en œuvre des mesures de limitation des usages de l'eau pour préserver la ressource en eau et le milieu aquatique,

**Considérant** la nécessaire solidarité entre les usagers de l'eau, conformément à la Directive Cadre sur l'Eau,

**Considérant** la situation exceptionnellement basse des niveaux piézométriques des nappes d'eaux souterraines,

**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires,

## **A R R E T E :**

### **Article 1<sup>er</sup> - ABROGATION**

l'arrêté préfectoral n° DDT - 2020 – 198 du 25 août 2020 susvisé est abrogé.

### **Article 2 – PLACEMENT DU DEPARTEMENT EN SITUATION DE VIGILANCE**

L'ensemble du département du Cher est placé en VIGILANCE.

Il est demandé à l'ensemble des consommateurs d'eau, qu'elle provienne d'un point de prélèvement privé ou d'un réseau public de distribution, de faire preuve de responsabilité dans l'utilisation de la ressource en eau. Les services de l'État et les collectivités mettent en place une communication active en direction de l'ensemble des usagers.

### **Article 3 – CONSTAT DE FRANCHISSEMENT DES DÉBITS-SEUILS**

Il est constaté en outre, pour les bassins versants des rivières ci-dessous, le franchissement du seuil de débit traduisant une situation d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise :

#### **SITUATION D'ALERTE :**

- bassin de la Vauvise

#### **SITUATION D'ALERTE RENFORCEE :**

- bassin de l'Aubois
- bassin de l'Yèvre à l'aval de Bourges
- bassin de la Petite Sauldre

#### **SITUATION DE CRISE :**

- bassin de l'Arnon amont
- bassin de l'Arnon aval
- bassin de l'Yèvre à l'amont de Bourges
- bassin de l'Auron
- bassin du Cher
- bassin du Fouzon
- bassin de l'Indre

Ces situations nécessitent la mise en place de mesures de restriction de certains usages de l'eau, telles que définies dans les articles suivants.

La liste des communes concernées est reportée en annexe du présent arrêté. Une commune peut être concernée par plusieurs zones d'alerte dès lors que son territoire se partage entre plusieurs bassins hydrographiques. Les mesures du présent arrêté s'appliquent à la commune dans la limite du bassin hydrographique concerné, à l'exception des usages domestiques et des prélèvements effectués à partir du réseau de distribution d'eau potable. Ces usages sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune.

#### **Article 4 – MESURES MISES EN PLACE POUR LES BASSINS VERSANTS PLACÉS EN SITUATION D'ALERTE**

Les mesures suivantes sont prises :

- Les prélèvements pour l'irrigation réalisés directement en cours d'eau ou les prélèvements dans les eaux souterraines de *type A* tels que définis à l'article 7 du présent arrêté sont interdits de 12 heures à 17 heures tous les jours de la semaine.
- Les exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) mettent en œuvre les dispositions du plan d'alerte prévues par leur plan de limitation des prélèvements d'eau et des rejets dans le milieu.
- Les usagers de l'eau à des fins industrielles (hors ICPE) ou d'alimentation en eau potable informent le service de Police de l'eau de leurs besoins réels et prioritaires et de leurs ressources alternatives éventuelles pour une période d'un mois à partir de la publication de l'arrêté. Ces informations sont adressées avec une périodicité de un mois.
- Les préleveurs tiennent à jour un registre de suivi hebdomadaire des installations de prélèvement sur lequel sont indiqués les index hebdomadaires des compteurs : il doit être tenu à disposition des agents de contrôle.
- Les exploitants de systèmes d'assainissement de plus de 2000 équivalents habitants, fournissent au service police de l'eau les volumes journaliers collectés et traités et les résultats de l'autocontrôle et de l'auto-surveillance des quinze jours précédant la publication de l'arrêté, ils l'informent des optimisations possibles du traitement.
- Certains prélèvements pour usage domestique sont interdits : remplissage des piscines privées (hors piscines en construction), remplissage des bassins d'agrément, plans d'eau et étangs.
- L'arrosage des pelouses, des espaces verts (à l'exception des massifs fleuris), des terrains de sport et des golfs est interdit de 10 heures à 20 heures dans les communes concernées. Les terrains de golfs tiennent un registre de leurs prélèvements, rempli hebdomadairement.
- Le lavage des véhicules est interdit de 12 heures à 17 heures hors stations professionnelles équipées d'un système de recyclage des eaux ou d'un système de lavage haute pression, hors véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou techniques (bétonnières) et hors organismes liés à la sécurité publique.
- L'alimentation des plans d'eau à partir d'un cours d'eau est interdit :
  - pour les plans d'eau établis par barrage, l'intégralité du débit entrant devra être restitué à l'aval du barrage,
  - pour les plans d'eau en dérivation de cours d'eau, la prise d'eau devra être fermée.

Cette disposition ne s'applique pas aux plans d'eau soumis au respect d'un débit réservé par un règlement ou un arrêté préfectoral.

- Toute manœuvre de vanne visant à soustraire de l'eau au cours d'eau est interdite. En particulier, il est interdit à tout propriétaire ou utilisateur d'ouvrage de régulation ou de stockage situé sur un cours d'eau ou en dérivation de celui-ci, de modifier par des manœuvres les niveaux dans les biefs et de provoquer des variations de débit à l'aval.

- Les prélèvements d'eau pour l'alimentation du Canal de Berry réalisés par le biais d'ouvrages manœuvrables sont réduits de 20 %. Les prélèvements d'eau pour l'alimentation des canaux utilisés pour la navigation sont réduits de 10%.

#### **Article 5 – MESURES SUPPLÉMENTAIRES MISES EN PLACE POUR LES BASSINS VERSANTS PLACÉS EN SITUATION D'ALERTE RENFORCÉE**

En complément des mesures mises en place au déclenchement du plan d'alerte décrites à l'article 4, les mesures suivantes sont prises :

- Les prélèvements pour l'irrigation réalisés directement en cours d'eau ou les prélèvements dans les eaux souterraines de *type A* tels que définis à l'article 7 du présent arrêté sont interdits de 10 heures à 20 heures tous les jours de la semaine.
- Les prélèvements pour l'irrigation dans les eaux souterraines de *type B* tels que définis à l'article 7 du présent arrêté sont interdits de 12 heures à 17 heures tous les jours de la semaine.
- Les exploitants d'ICPE mettent en œuvre les dispositions du plan d'alerte renforcée prévues par leur plan de limitation des prélèvements d'eau et des rejets dans le milieu.
- L'arrosage des pelouses, des espaces verts (à l'exception des massifs fleuris), des terrains de sport et des golfs (à l'exception des « greens et départs ») est interdit dans les communes concernées.
- Le lavage des véhicules est interdit de 10 heures à 20 heures hors stations professionnelles équipées d'un système de recyclage des eaux ou d'un système de lavage haute pression, hors véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou techniques (bétonnières) et hors organismes liés à la sécurité publique.
- Le lavage des voies et trottoirs est interdit, en dehors de la nécessité de la salubrité publique.
- Les exploitants des systèmes d'assainissement de plus de 2 000 équivalents habitants optimisent la qualité des rejets dans les eaux superficielles suivant les possibilités dont ils informent le service de Police de l'eau. Ils rendent compte à l'administration des actions engagées. A défaut d'amélioration possible de la qualité du rejet, l'exploitant en fournit les raisons à l'administration.
- La vidange des plans d'eau, de retenues, de biefs est interdite.
- Les prélèvements d'eau pour l'alimentation du Canal de Berry réalisés par le biais d'ouvrages manœuvrables sont réduits de 60%. Les prélèvements d'eau pour l'alimentation des canaux utilisés pour la navigation sont réduits de 20%.

#### **Article 6 – MESURES SUPPLÉMENTAIRES MISES EN PLACE POUR LES BASSINS VERSANTS PLACÉS EN SITUATION DE CRISE**

En complément des mesures mises en place au déclenchement du plan d'alerte et du plan d'alerte renforcée, décrites aux articles 4 et 5, les mesures suivantes sont prises :

- Les prélèvements pour l'irrigation réalisés directement en cours d'eau ou les prélèvements dans les eaux souterraines de *type A* tels que définis à l'article 7 du présent arrêté sont interdits.
- Les prélèvements pour l'irrigation dans les eaux souterraines de *type B* tels que définis à l'article 7 du présent arrêté sont interdits de 10 heures à 20 heures tous les jours de la semaine.
- Le lavage des véhicules est interdit, dans quelque installation que ce soit, à l'exception des véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou technique et pour les organismes liés à la sécurité publique.
- Les exploitants d'Installations Classées mettent en œuvre les dispositions du plan de crise prévues par leur plan de limitation des prélèvements d'eau et des rejets dans le milieu.
- L'arrosage des jardins potagers, des massifs fleuris et des « greens » dans les golfs est interdit de 8 heures à 20 heures.
- Les exploitants des systèmes d'assainissement disposant d'une solution alternative aux rejets dans les eaux superficielles la mettent en œuvre.

- Les prélèvements d'eau pour l'alimentation du canal de Berry réalisés par le biais d'ouvrages manœuvrables et les prélèvements d'eau pour l'alimentation des canaux utilisés pour la navigation sont interdits.
- Le remplissage de tout plan d'eau à partir d'un cours d'eau est interdit.

### **Article 7 – PRÉLÈVEMENTS CONCERNÉS**

Compte tenu de la relation étroite entre la nappe des calcaires du Jurassique et les cours d'eau qui les surplombent,

- sont considérés comme prélèvements dans les eaux souterraines de *type A*, les prélèvements dans la nappe alluviale des cours d'eau (forages ou plans d'eau alimentés par l'affleurement d'une telle nappe) ;
- sont considérés comme prélèvements dans les eaux souterraines de *type B*, les prélèvements dans la nappe des calcaires du Jurassique dans l'ensemble du département à l'exclusion de ceux appartenant au *type A*.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables :

- pour l'usage irrigation : aux prélèvements dans les cours d'eau et aux prélèvements souterrains de *type A et B* des zones d'alerte, même dispensés d'autorisation ou de déclaration ;
- pour les autres usages : à tous les prélèvements dans les eaux superficielles ou souterraines, ou un réseau de distribution d'eau potable, même dispensés d'autorisation ou de déclaration.

Les dispositions des articles 4, 5 et 6 ne s'appliquent pas :

- à l'irrigation à partir des réserves alimentées exclusivement par remplissage en période de hautes eaux avant le 1er avril, ou par ruissellement ;
- aux prélèvements d'irrigation faisant l'objet d'une autorisation dans le cadre du protocole de gestion volumétrique du bassin Yèvre-Auron ;
- aux prélèvements d'irrigation souterrains autres que ceux définis ci-dessus.

### **Article 8 – TOURS D'EAU**

Les exploitants dont la liste est dressée ci-après ne sont pas soumis aux restrictions horaires prévues aux articles 4, 5 et 6 du présent arrêté. Ceux-ci s'organisent en tours d'eau, selon les modalités transmises par le Syndicat des Irrigants à la direction départementale des Territoires du Cher.

Jours d'arrêt de l'irrigation (arrêt de 8h au lendemain 8h) selon le niveau d'alerte

Tours d'eau pour 2020 - Bassin du Fouzon

Exploitation	Nom	Prénom	JOURS D'ARRÊT (arrêt de 8h00 au lendemain 8h00)					N° MISE
			Alerte	Alerte renforcée Jour 1	Alerte renforcée jour 2	Crise Jour 1	Crise Jour 2	
GAEC de la Garenne	PERROCHON	Serge		Dimanche		Dimanche	Lundi	
SCEA des Champs du Loup	GEORGES	Sandrine		Samedi		Samedi	Dimanche	F18103003

Tours d'eau pour 2020 : Bassin de l'Arnon

Exploitation	Nom	Prénom	JOURS D'ARRÊT (arrêt de 8h00 au lendemain 8h00)					N° MISE
			Alerte	Alerte renforcée Jour 1	Alerte renforcée jour 2	Crise Jour 1	Crise Jour 2	
EARL DE BEAUVOIR	GERMAIN	Alban	Dimanche	Samedi	Dimanche			
SCEA DE LA PLAINE LAVAU	PERRIN	Berengère	Dimanche	Samedi	Dimanche			
SCEA DE DAME SAINTE	COURSEAU	Michel		Samedi		Dimanche	Lundi	
EARL DU PETIT PORT	PREVOST	Philippe		Dimanche		Samedi	Dimanche	
GAEC BONET	BONET	Pascal	Dimanche	Dimanche	Mercredi			
SCEA du TREMBLAY	TATIN	Jean	Samedi	Vendredi	Samedi			
GAEC DOMAINE CHEVILLY	LESTOURGIE	Yves	Dimanche	Dimanche	Lundi	Dimanche	Lundi	
SCEA DES SAPINS	TUZIAK	Thierry	Jeu	Jeu	Vend			
SCEA de SERMELLES	POINTEREAU	Julien	Lundi	Lundi	Mardi			
SCEA de SERMELLES	POINTEREAU	Julien		Lundi		Lundi	Mardi	
SCEA de BOURDOISEAU	POINTEREAU	Julien	Mardi	Mardi	Mercredi			
SCEA de BOURDOISEAU	POINTEREAU	Julien		Mardi		Mardi	Mercredi	



### Tours d'eau pour 2020 : Bassin du Cher

Exploitation	Nom	Prénom	JOURS D'ARRÊT (arrêt de 8h00 du matin au lendemain 8h00)					N° MISE
			Alerte	Alerte renforcée jour 1	Alerte renforcée jour 2	Crise - Jour 1	Crise - Jour 2	
EARL TERRIER	TERRIER	Jean-Michel	Vendredi	Vendredi	Judi			
SCEA LES BROSSATS	BORELLO	Cécile	Lundi	Lundi	Vendredi			F1813309
SCEA MULLER	MULLER	Linda	Mardi	Mardi	Vendredi			
SCEA du BOUCHE	JULLIEN	Eric		Mardi		Mardi	Mercredi	
EARL CHAMPROY	RADEREMA	Matke	Samedi	Samedi	Dimanche			
SCEA DE LA VERGNE	MAUPLIN	Olivier	Dimanche	Samedi	Dimanche			F1805755 / F1805356
SCEA de MANGOU	DE MANGOU	Edouard	Vendredi	Lundi	Vendredi			
EARL DU TONKIN	MASSON	Thibaut		Dimanche		Dimanche	Lundi	F1803606
SCEA DOMAINE GOYER	GOYER	Samuel		Dimanche		Samedi	Dimanche	F18063011
SCEA des Grands Ormes	GALLON	Christophe	Dimanche	Dimanche	Samedi			
SCEA Saint Etienne	FESTA	Alessandro		Mercredi		Mercredi	Judi	
SCEA Saint Etienne	FESTA	Alessandro	Mercredi	Mercredi	Judi			
EARL de VERDEAU	BURET	Frédéric	Dimanche	Dimanche	Samedi			
SCEA LE VIVIER	BORELLO	Cécile		Mardi		Mardi	Mercredi	F18122002 / F18122003
SCEA DU PUIT D'IGNOUX	MOREAU	Claude		Mercredi		Mercredi	Judi	
SCEA DU PRIEURÉ DE MANZAY	JAN	Anne		Dimanche		Dimanche	Samedi	F18237032 / F18128002

### Tours d'eau pour 2020 : Bassin de la Vauvise

Exploitation	Nom	Prénom	Type	Alerte renforcée Arrêt jour 1	Crise Arrêt jour 1	Crise Arrêt jour 2	N° MISE
EARL de la Commanderie	COLIN	Cécile	B	Dimanche	Dimanche	Lundi	
SCEA CHAUMASSON	ELLUN	Antoine et Philippe	B	Lundi	Lundi	Mardi	F18052001 / F18052002
SCEA du Moulin de Joigny	LECLERC	Florent	B	Samedi	Vendredi	Samedi	
SAS DELANQUE	DELANQUE	Thierry	B	Dimanche	Mercredi	Dimanche	
SCEA du Moulin de Mamay	BREUSSE	Mathieu	B	Dimanche	Samedi	Dimanche	

### Tours d'eau pour 2020 : Bassin des SAULDRES

Exploitation	Nom	Prénom	N° Mise	Rivière	Bief	Q (m³/s)	JOURS D'ARRÊT (arrêt de 8 h 00 au lendemain 8 h 00)		
							Alerte	Alerte renforcée Jour 1	Alerte renforcée Jour 2
EARL GODIN Christian	GODIN	Christian	S18067013	Canal de la Sauldre	Bief de Lauzy	100	Judi	Mercredi	Judi
SCEA BOURGOIN	BOURGOIN	Vincent	S18067002	Canal de la Sauldre	Bief de Lauzy	50	Lundi	Lundi	Mardi
GAEC DE RAINSON	BAILLY	Mickaël	S18030001	Canal de la Sauldre	Bief des Fouchères	50	Samedi	Vendredi	Samedi
GAEC de l'ETANG du PUIT	BESSET & BELHOUTE	Frédéric	S18011010	Canal de la Sauldre	Bief des Fouchères	100	Dimanche	Dimanche	Lundi
GAEC de l'ETANG du PUIT	BESSET & BELHOUTE	Frédéric	S18011020	Canal de la Sauldre	Bief de la grande Planche	40	Samedi	Vendredi	Samedi
SCEA de VILLEBOIN	PELLERIN	Olivier	S18088001	La petite Sauldre		90	Vendredi	Vendredi	Samedi
SCEA DU CORMIER	DE POMMEREAU	Bertrand & Olivier	S18088002	La petite Sauldre		240	Dimanche	Dimanche	Lundi
	FOLTIER	Benoît	S18011005	La Grande Sauldre		70	Vendredi	Judi	Vendredi
	MEUNIER	Christian	S18015003	La Nère		50	Lundi	Lundi	Mardi
	TESTARD	Stéphane	S18015018	La Nère		75	Samedi	Vendredi	Samedi

## Article 9 – DÉROGATIONS

Des dérogations aux dispositions des articles 4, 5 et 6 pourront être délivrées, sur demande dûment motivée effectuée auprès du service de police de l'eau de la direction départementale des Territoires.

En particulier, les cultures suivantes sont susceptibles de se voir accorder une dérogation quant aux restrictions appliquées à l'irrigation dans le plan de crise (interdiction totale) :

- cultures fruitières et assimilées,
- cultures florales,
- pépinières,
- cultures maraîchères et légumières,
- essais de semences de maïs recherche,
- cultures de semences et de tabac,
- cultures réalisées à des fins de recherche.

Cette dérogation pourra concerner l'ensemble des restrictions (dès le plan d'alerte) pour les exploitations qui irriguent exclusivement les cultures appartenant à la liste précédente.

La demande de dérogation, individuelle, devra préciser :

- le type de culture et la surface pour laquelle la dérogation est demandée
- un extrait cartographique localisant les parcelles concernées
- le volume nécessaire
- le dispositif envisagé (matériel utilisé, calendrier et/ou horaires d'irrigation)
- le ou les points de prélèvement concerné(s)
- l'existence éventuelle d'un contrat de production.

Cette demande peut être formulée dès le début de la campagne, à partir du formulaire disponible sur le site Internet de la Préfecture du Cher et en annexe du présent arrêté.

(<http://www.cher.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-eau-energies-renouvelables-foret-chasse-peche/Eau/Etiage-annee-en-cours>).

### **Article 10 – POURSUITES PÉNALES ET SANCTIONS**

En vue de rechercher et constater les infractions, les fonctionnaires des services chargés de la police de l'eau ont accès aux locaux, installations et lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions, dans les limites fixées par les articles L. 172-4 et L. 172-5 du Code de l'Environnement sus-visé. Les services de Gendarmerie et de Police ont également accès aux locaux, installations et lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions.

Est passible d'une peine de six mois d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende, en application de l'article L. 173-4 du Code de l'Environnement, le fait de faire obstacle aux fonctions exercées par les fonctionnaires et agents habilités à exercer des missions de contrôle administratif ou de recherche et de constatation des infractions.

Conformément à l'article R. 216-9 du Code de l'environnement, tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5<sup>e</sup> classe, éventuellement cumulative, à chaque fois qu'une infraction a été constatée.

Par ailleurs, le non-respect du débit à réserver aux milieux aquatiques définis par l'article L. 216-7 du Code de l'Environnement est réprimé d'une amende pouvant aller jusqu'à 75 000 euros.

Cette sanction doit être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application des articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement.

### **Article 11 – DURÉE DE VALIDITÉ**

Les dispositions du présent arrêté sont valables à compter de la date de signature du présent arrêté, et cesseront d'office au 31 octobre 2020. Il pourra cependant y être mis fin avant, dans la même forme et s'il y a lieu, graduellement, dès que les conditions d'écoulement ou d'approvisionnement permettront de garantir la préservation de la ressource et du milieu aquatique.

### **Article 12 – AFFICHAGE**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, sur son site internet, et sera adressé aux maires des communes concernées pour affichage en mairie dès réception pour toute la période d'application. Une publicité sera réalisée via un communiqué de presse diffusé à deux journaux locaux du département du Cher.

### **Article 13 – EXÉCUTION**

La Secrétaire Générale de la préfecture, les Sous-Préfètes de Vierzon et Saint-Amand-Montrond, le Directeur Départemental des Territoires du Cher, le Directeur Départemental des Territoires de la Nièvre, le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Cher, le Directeur des polices urbaines, les Maires des communes concernées, le Chef du service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité, et les agents

visés à l'article L. 216-3 du Code de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bourges, le 8 septembre 2020

Pour le Préfet et par subdélégation,  
Le Directeur Départemental des Territoires adjoint,

*Signé*

Maxime CUENOT

### **Voies et délais de recours**

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et du Livre IV du Code des Relations entre le Public et l'Administration :

- un recours gracieux, adressé à madame la préfète du Cher ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du Code de Justice Administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans (45à). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Après recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

Arrêté DDT-2020-214 du 8 septembre 2020

## ANNEXE 2

### Liste des communes concernées par les mesures de restriction

Une commune peut être concernée par plusieurs zones d'alerte dès lors que son territoire se partage entre plusieurs bassins hydrographiques. Les mesures du présent arrêté s'appliquent à la commune dans la limite du bassin hydrographique concerné, à l'exception des usages domestiques et les prélèvements effectués à partir du réseau de distribution d'eau potable. Ces usages sont soumis aux mesures de restriction du niveau d'alerte le plus fort touchant la commune.

#### Mesures d'alerte

##### *Bassin de la Vauvise*

ARGENVIERES	GRON	PRECY
AZY	HERRY	SAINT-BOUIZE
BEFFES	HUMBLIGNY	SAINT-HILAIRE-DE-GONDILLY
BUE	JALOGNES	SAINT-LEGER-LE-PETIT
CHARENTONNAY	JUSSY-LE-CHAUDRIER	SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS
CHASSY	LAVERDINES	SAINT-SATUR
CHAUMOUX-MARCILLY	LUGNY-CHAMPAGNE	SALIGNY-LE-VIF
COUARGUES	MARSEILLES-LES-AUBIGNY	SANCERGUES
COUY	MENETOU-COUTURE	SANCERRE
CREZANCY-EN-SANCERRE	MENETOU-RATEL	SEVRY
ETRECHY	MENETREOL-SOUS-SANCERRE	THAUVENAY
FEUX	MONTIGNY	VEAUGUES
GARDEFORT	MORNAY-BERRY	VILLEQUIERS
GARIGNY	NERONDES	VINON
GROISES	NEUVY-DEUX-CLOCHERS	

#### Mesures d'alerte renforcée

##### *Bassins de la petite Sauldre et de la Rère*

ACHERES	MENETOU-SALON	PRESLY
AUBIGNY-SUR-NERE	MENETREOL-SUR-SAUDRE	SAINTE-MONTAINE
BRINON-SUR-SAUDRE	MERY-ES-BOIS	SAINT-LAURENT
ENNORDRES	MOROGUES	SAINT-PALAIS
HENRICHEMONT	NANCA Y	SENS-BEAUJEU
HUMBLIGNY	NEUILLY-EN-SANCERRE	THENIOUX
IVOY-LE-PRE	NEUVY-DEUX-CLOCHERS	VIERZON
LA CHAPELLE-D'ANGILLON	NEUVY-SUR-BARANGEON	VIGNOUX-SUR-BARANGEON
LA CHAPELOTTE	OIZON	VOUZERON
LE NOYER	PARASSY	

##### *Bassin de l'Yèvre aval*

ACHERES	MERY-ES-BOIS	SAINT-LAURENT
ALLOGNY	MERY-SUR-CHER	SAINT-MARTIN-D'AUXIGNY
ALLOUIS	MORTHOMIERS	SAINT-MICHEL-DE-VOLANGIS
BERRY-BOUY	NANCA Y	SAINT-PALAIS
BOURGES	NEUVY-SUR-BARANGEON	TROUY
FOECY	PIGNY	VASSELAY
FUSSY	PRESLY	VIERZON
LA CHAPELLE-SAINT-URSIN	QUANTILLY	VIGNOUX-SOUS-LES-AIX
LE SUBDRAY	SAINT-DOULCHARD	VIGNOUX-SUR-BARANGEON
MARMAGNE	SAINT-ELOY-DE-GY	VOUZERON
MEHUN-SUR-YEVRE	SAINTE-THORETTE	
MENETOU-SALON	SAINT-GEORGES-SUR-MOULON	

***Bassin de l'Aubois***

APREMONT-SUR-ALLIER	IGNOL	OUROUER-LES-BOURDELINS
AUGY-SUR-AUBOIS	JOUET-SUR-L'AUBOIS	SAGONNE
CHASSY	LA CHAPELLE-HUGON	SAINT-AIGNAN-DES-NOYERS
COURS-LES-BARRES	LA GUERCHE-SUR-L'AUBOIS	SAINT-HILAIRE-DE-GONDILLY
CROISY	LE CHAUTAY	SANCOINS
CUFFY	MARSEILLES-LES-AUBIGNY	TENDRON
GERMIGNY-L'EXEMPT	MENETOU-COUTURE	TORTERON
GIVARDON	MORNAY-SUR-ALLIER	VEREAUX
GROSSOUVRE	NERONDES	

***Mesures de crise******Bassin de l'Yèvre amont***

LES AIX D'ANGILLON	CROSSES	RIANS
ANNOIX	DUN-SUR-AURON	SAGONNE
AUBINGES	ETRECHY	SAINT-CEOLS
AVORD	FARGES-EN-SEPTAINE	SAINT-GERMAIN-DU-PUY
AZY	FLAVIGNY	SAINT-JUST
BAUGY	GRON	SALIGNY-LE-VIF
BENGY-SUR-CRAON	IGNOL	SAINTE-SOLANGE
BLET	JUSSY-CHAMPAGNE	SAVIGNY-EN-SEPTAINE
BOURGES	LANTAN	SEVRY
BRECY	LAVERDINES	SOULANGIS
BUSSY	LUGNY-BOURBONNAIS	SOYE-EN-SEPTAINE
CHALIVOY-MILON	MOULINS-SUR-YEVRE	TENDRON
CHARLY	NERONDES	VEREAUX
CHASSY	NOHANT-EN-GOUT	VILLABON
CHAUMOUX-MARCILLY	OSMERY	VILLEQUIERS
CORNUSSE	OSMOY	VORNAY
COUY	OUROUER-LES-BOURDELINS	
CROISY	RAYMOND	

***Bassin de l'Arnon Amont***

ARCOMPS	LE CHATELET	SAINT-BAUDEL
ARDENAI	LIGNIERES	SAINT-CHRISTOPHE-LE-CHAUDRY
BEDDES	LOYE-SUR-ARNON	SAINT-FLORENT-SUR-CHER
CHAMBON	LUNERY	SAINT-HILAIRE-EN-LIGNIERES
CHAROST	MAISONNAIS	SAINT-JEANVRIN
CHATEAUMEILLANT	MARCAIS	SAINT-MAUR
CHEZAL-BENOIT	MAREUIL-SUR-ARNON	SAINT-PIERRE-LES-BOIS
CIVRAY	MONTLOUIS	SAINT-PRIEST-LA-MARCHE
CORQUOY	MORLAC	SAINT-SATURNIN
CULAN	ORCENAI	SAINT-SYMPHORIEN
EPINEUIL-LE-FLEURIEL	PLOU	SAUGY
FAVERDINES	POISIEUX	SAULZAI
IDS-SAINT-ROCH	PREVERANGES	SAULZAI-LE-POTIER
INEUIL	PRIMELLES	SIDIAILLES
LA CELLE-CONDE	REIGNY	TOUCHAY
LAPAN	REZAY	VENESMES
LAZENAY	SAINT-AMBROIX	VESDUN
		VILLECELIN

***Bassin de l'Arnon Aval***

BRINAY	LAZENAY	SAINT-AMBROIX
CERBOIS	LIMEUX	SAINT-GEORGES-SUR-LA-PREE
CHERY	LURY-SUR-ARNON	SAINT-HILAIRE-DE-COURT
CHEZAL-BENOIT	MASSAY	SAINT-HILAIRE-EN-LIGNIERES
DAMPIERRE-EN-GRACAY	MEREAU	VIERZON
LA CELLE-CONDE	NOHANT-EN-GRACAY	

**Bassin du Cher**

AINAY-LE-VIEIL	LA CELLE	QUINCY
ARCAY	LA CHAPELLE-SAINT-URSIN	SAINT-AMAND-MONTROND
ARCOMPS	LA GROUTTE	SAINT-CAPRAIS
ARPHEUILLES	LA PERCHE	SAINT-CHRISTOPHE-LE-CHAUDRY
BOURGES	LAPAN	SAINTE-LUNAISE
BOUZAIS	LAZENAY	SAINTE-THORETTE
BRINAY	LE SUBDRAY	SAINT-FLORENT-SUR-CHER
BRUERE-ALLICHAMPS	LEVET	SAINT-GEORGES-DE-POISIEUX
CERBOIS	LIMEUX	SAINT-GEORGES-SUR-LA-PREE
CHAMBON	LOYE-SUR-ARNON	SAINT-GERMAIN-DES-BOIS
CHARENTON-DU-CHER	LUNERY	SAINT-HILAIRE-DE-COURT
CHAROST	LURY-SUR-ARNON	SAINT-LOUP-DES-CHAUMES
CHATEAUNEUF-SUR-CHER	MARCAIS	SAINT-PIERRE-LES-ETIEUX
CHAVANNES	MARMAGNE	SAINT-SYMPHORIEN
CIVRAY	MASSAY	SAINT-VITTE
COLOMBIERS	MEHUN-SUR-YEVRE	SAULZAIS-LE-POTIER
CORQUOY	MEILLANT	SERRUELLES
COUST	MEREAU	THENIOUX
CREZANCAY-SUR-CHER	MERY-SUR-CHER	TROUY
DAMPIERRE-EN-GRACAY	MORLAC	UZAY-LE-VENON
DREVANT	MORTHOMIERS	VALLENAY
EPINEUIL-LE-FLEURIEL	NOHANT-EN-GRACAY	VENESMES
FARGES-ALLICHAMPS	NOZIERES	VERNAIS
FAVERDINES	ORCENAI	VESDUN
FOECY	ORVAL	VIERZON
GENOUILLY	PLOU	VILLENEUVE-SUR-CHER
INEUIL	PREUILLY	
LA CELETTE	PRIMELLES	

**Bassin de l'Auron**

ANNOIX	CONTRES	SAINT-DENIS-DE-PALIN
ARCAY	CROSSES	SAINT-GERMAIN-DES-BOIS
ARPHEUILLES	DUN-SUR-AURON	SAINT-JUST
AUGY-SUR-AUBOIS	GIVARDON	SAINT-PIERRE-LES-ETIEUX
BANNEGON	LANTAN	SANCOINS
BESSAIS-LE-FROMENTAL	LE PONDY	SENNECAY
BLET	LEVET	SOYE-EN-SEPTAINE
BOURGES	LISSAY-LOCHY	THAUMIERS
BUSSY	MEILLANT	TROUY
CHALIVROY-MILON	NEUILLY-EN-DUN	UZAY-LE-VENON
CHARENTON-DU-CHER	PARNAY	VEREAUX
CHARLY	PLAIMPIED-GIVAUDINS	VERNAIS
CHAUMONT	SAGONNE	VERNEUIL
CHAVANNES	SAINT-AIGNAN-DES-NOYERS	VORLY
COGNAC	SAINT-AMAND-MONTRON	VORNAY

**Bassin du Fouzon**

DAMPIERRE-EN-GRACAY	GRACAY	NOHANT-EN-GRACAY
GENOUILLY	MASSAY	SAINT-OUTRILLE

**Bassin de l'Indre**

PREVERANGES	SAINT-PRIEST-LA-MARCHE	SAINT-SATURNIN
-------------	------------------------	----------------

**ANNEXE 3 : Demande de dérogation aux mesures de restriction de l'irrigation  
pour la saison 2020**

Nom de l'exploitation / de l'exploitant :

Numéro MISE du ou des points de prélèvement concerné(s) : .....

.....  
.....

**Type d'irrigation / Matériel :**     Aspersion / enrouleur  
    Aspersion / pivot  
    Localisée / goutte à goutte

**Type de culture :**

- |  |  |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> cultures fruitières et assimilées | <input type="checkbox"/> cultures maraîchères et légumières          |
| <input type="checkbox"/> cultures florales                 | <input type="checkbox"/> essais de semences de maïs recherche        |
| <input type="checkbox"/> pépinières                        | <input type="checkbox"/> cultures de semences et de tabac            |
|  | <input type="checkbox"/> cultures réalisées à des fins de recherche. |

NB : Aucun autre type de culture ne pourra *a priori* faire l'objet de dérogation.

<input type="checkbox"/> Ces cultures sont les seules irriguées sur mon exploitation pour la campagne ..... <sup>1</sup> et je demande une dérogation dès le plan d'alerte
<input type="checkbox"/> J'irrigue d'autres cultures sur mon exploitation pour la campagne ..... <sup>1</sup> et je demande une dérogation aux mesures du plan de crise

Préciser :

Culture	Surface concernée (ha)	Nombre d'irrigations prévues et volume estimé		
		Juillet	Août	Septembre

- Joindre un **extrait cartographique** localisant les parcelles concernées.

- Si certaines de ces cultures font l'objet d'un **contrat de production**, joindre un justificatif.

Date :

Signature :



DDT 18

18-2020-09-08-004

Arrêté du 08 septembre 2020 relatif à la gestion  
volumétrique pour irrigation agricole

*Réglémentant pour l'année 2020 les prélèvements d'eau pour l'irrigation  
sur les bassins versants de l'Auron, de l'Airain, des Rampennes, du Colin, de l'Ouatier et du  
Langis, de l'Yèvre à l'amont et à l'aval de Bourges.*



**Direction départementale des Territoires**

6 Place de la Pyrotechnie  
18019 BOURGES CEDEX  
Téléphone : 02 34 34 61 00

**ARRETE n°DDT-2020-215**

**Réglementant pour l'année 2020 les prélèvements d'eau pour l'irrigation  
sur les bassins versants de l'Auron, de l'Airain, des Rampennes, du Colin, de l'Ouatier et du  
Langis, de l'Yèvre à l'amont et à l'aval de Bourges.**

-----

Le préfet du Cher,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement et notamment son article R. 211-66 portant application de l'article L. 211-3 relatif à la limitation et à la suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2006-1-338 du 23 février 2006 fixant dans le département du Cher la liste des communes incluses dans une zone de répartition des eaux,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2019-0726 du 19 juin 2019, modifiant l'arrêté préfectoral n°2006-1-338 du 23 février 2006 fixant dans le département du Cher la liste des communes incluses dans une zone de répartition des eaux,

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n° 2014-1-0309 du 25 avril 2014 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux Yèvre Auron,

**Vu** l'arrêté n° 2012-1-0571 du 16 mai 2012 définissant les seuils d'alerte et de crise des cours d'eau du département du Cher et les mesures générales ou particulières destinées à faire face à une menace de sécheresse par la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2020-479 du 15 mai 2020 délivrant homologation du plan annuel de répartition des prélèvements d'eau pour l'irrigation agricole sur le bassin Yèvre-Auron à AREA Berry,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°DDT-2020-162 du 16 juillet 2020 réglementant pour l'année 2020 les prélèvements d'eau pour l'irrigation sur les bassins versants de l'Auron, de l'Airain, des Rampennes, du Colin, de l'Ouatier et du Langis, de l'Yèvre à l'amont et à l'aval de Bourges

**Vu** l'arrêté préfectoral n°DDT-2020-167 du 24 juillet 2020 modifiant l'arrêté préfectoral n°DDT-2020-162 du 16 juillet 2020 susvisé

**Vu** l'arrêté préfectoral n°DDT-2020-177 du 29 juillet 2020 réglementant pour l'année 2020 les prélèvements d'eau pour l'irrigation sur les bassins versants de l'Auron, de l'Airain, des Rampennes, du Colin, de l'Ouatier et du Langis, de l'Yèvre à l'amont et à l'aval de Bourges

**Vu** l'arrêté préfectoral n°DDT-2020-180 du 4 août 2020 réglementant pour l'année 2020 les prélèvements d'eau pour l'irrigation sur les bassins versants de l'Auron, de l'Airain, des Rampennes, du Colin, de l'Ouatier et du Langis, de l'Yèvre à l'amont et à l'aval de Bourges

**Vu** l'arrêté préfectoral n°DDT-2020-192 du 17 août 2020 portant reconnaissance du franchissement des seuils d'alerte, d'alerte renforcée et de crise et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau sur le territoire du département du Cher,

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT - 2020 – 198 du 25 août 2020 portant reconnaissance du franchissement du seuil d'alerte de la Vauvise ; du seuil d'alerte renforcée de l'Yèvre à l'aval de Bourges et de la Petite Sauldre ; du seuil de crise de l'Arnon amont, de l'Arnon aval, de l'Aubois, de l'Yèvre à l'amont de Bourges, de l'Auron, du Cher, du Fouzon et de l'Indre et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau sur le territoire du département du Cher

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2020-0143 du 20 février 2020 accordant délégation de signature à Monsieur Thierry TOUZET, directeur départemental des Territoires ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DDT-2020-182 du 04/08/2020 accordant subdélégation de signature à certains agents de la direction départementale des territoires du Cher;

**Considérant** que les prélèvements d'eau dans les eaux superficielles et souterraines sont susceptibles à certaines époques de l'année d'affecter les ressources disponibles, et nécessitent, autant pour la préservation de la santé publique, de la salubrité publique que pour la protection des écosystèmes aquatiques, que des mesures de restrictions soient prises,

**Considérant** que le débit de l'Ouatier mesuré à Moulins sur Yèvre a atteint son seuil de crise,

**Considérant** que les débits de l'Auron mesuré à Bourges, et de l'Yèvre à l'amont de Bourges mesuré à Savigny-en-Septaine s'infériorisent à leurs seuils de crise et poursuivent leur baisse et qu'il importe de renforcer les mesures de préservation de la ressource en eau et du milieu aquatique,

**Considérant** que le débit de l'Yèvre à l'aval de Bourges mesuré à Foëcy demeure supérieur à son seuil de crise depuis la date du 5 septembre 2020, mais reste en situation d'alerte renforcée,

**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires,

## **ARRETE :**

### **Article 1 - Constatations**

Le débit de l'Ouatier mesuré à Moulins sur Yèvre est, depuis le 23 août 2020, inférieur à son seuil de crise ou très proche de ce dernier, défini par la disposition 1.2.2 du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Yèvre-Auron, pour le bassin du Colin, de l'Ouatier et du Langis.

Le débit de l'Yèvre à l'amont de Bourges mesuré à Savigny-en-Septaine le 6 septembre 2020 à 0 m<sup>3</sup>/seconde (assec) est inférieur au seuil de crise, défini par la disposition 1.2.2 du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Yèvre-Auron, pour le bassin de l'Yèvre à l'amont de Bourges.

Le débit de l'Yèvre à l'aval de Bourges mesuré le 6 septembre 2020 à 1,300 m<sup>3</sup>/seconde à Foëcy est inférieur depuis moins de trois jours à son seuil de crise, défini par la disposition 1.2.2 du Plan

d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Yèvre-Auron, pour le bassin de l'Yèvre à l'aval de Bourges, tout en restant en situation d'alerte renforcée depuis le 17 août 2020.

Le débit de l'Auron mesuré à Bourges le 6 septembre 2020 à 0,120 m<sup>3</sup>/seconde est inférieur au seuil de crise, défini par la disposition 1.2.2 du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Yèvre-Auron, pour le bassin de l'Auron, de l'Airain et des Rampennes.

## **Article 2 – Réductions**

Sur les bassins de l'Yèvre à l'amont de Bourges et de l'Auron, de l'Airain et des Rampennes, du Colin, de l'Ouatier et du Langis, les prélèvements d'irrigation sont totalement interdits.

Sur le bassin de l'Yèvre à l'aval de Bourges, les volumes individuels prélevables « été » tels qu'ils résultaient de l'arrêté n°2020-DDT-177 susvisé (réduction de 50 % du volume restant au 29 juillet 2020) sont réduits du volume utilisé entre le 29 juillet et le 4 août 2020 (date de l'arrêté constatant le passage du seuil de crise).

## **Article 3 – Dérogations**

Des dérogations aux dispositions du présent arrêté pourront être délivrées, sur demande dûment motivée effectuée auprès du service chargé de la police de l'eau de la direction départementale des Territoires.

Seules les exploitations qui irriguent exclusivement des cultures appartenant à la liste ci-dessous sont susceptibles de se voir accorder une telle dérogation :

- |                                     |  |
|-------------------------------------|--|
| -cultures fruitières et assimilées, | -cultures maraîchères et légumières,   |
| -cultures florales,                 | -essais de semences de maïs recherche, |
| -pépinières,                        | -cultures de semences et de tabac.     |

La demande de dérogation, individuelle, devra préciser :

- le type de culture et la surface pour laquelle la dérogation est demandée
- un extrait cartographique localisant les parcelles concernées
- le volume nécessaire
- le dispositif envisagé (matériel utilisé, calendrier et/ou horaires d'irrigation)
- le ou les points de prélèvement concerné(s)
- l'existence éventuelle d'un contrat de production.

Cette demande doit être formulée au moyen du formulaire en annexe du présent arrêté.

## **Article 4 – Poursuites pénales et sanctions**

En vue de rechercher et constater les infractions, les fonctionnaires des services chargés de la police de l'eau ont accès aux locaux, installations et lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions, dans les limites fixées par les articles L. 172-4 et L. 172-5 du Code de l'Environnement sus-visé. Les services de Gendarmerie et de Police ont également accès aux locaux, installations et lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions.

Est passible d'une peine de six mois d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende, en application de l'article L. 173-4 du Code de l'Environnement, le fait de faire obstacle aux fonctions exercées par les fonctionnaires et agents habilités à exercer des missions de contrôle administratif ou de recherche et de constatation des infractions.

Conformément à l'article R. 216-9 du Code de l'environnement, tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5<sup>e</sup> classe, éventuellement cumulative, à chaque fois qu'une infraction a été constatée.

Par ailleurs, le non-respect du débit à réserver aux milieux aquatiques définis par l'article L. 216-7 du Code de l'Environnement est réprimé d'une amende pouvant aller jusqu'à 75 000 euros.

Cette sanction doit être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application des articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement.

#### **Article 5 – Durée de validité**

Les dispositions du présent arrêté sont valables à compter de la date de signature du présent arrêté, et cesseront d'office au 31 octobre 2020. Il pourra cependant y être mis fin avant, dans la même forme et s'il y a lieu, graduellement, dès que les conditions d'écoulement ou d'approvisionnement permettront de garantir la préservation de la ressource et du milieu aquatique.

#### **Article 6 – Affichage**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, sur son site internet, et sera adressé aux maires des communes concernées pour affichage en mairie dès réception pour toute la période d'application. Une publicité sera réalisée via un communiqué de presse diffusé à deux journaux locaux du département du Cher.

#### **Article 7 – Exécution**

La Secrétaire Générale de la préfecture, le Directeur Départemental des Territoires du Cher, le Commandant le Groupement de Gendarmerie du Cher, le Directeur des polices urbaines, les Maires des communes concernées, le Chef du service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité, et les agents visés à l'article L. 216-3 du Code de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bourges, le 8 septembre 2020

Pour le Préfet et par subdélégation,  
Le Directeur Départemental adjoint des Territoires,

*Signé*

Maxime CUENOT

#### **Voies et délais de recours**

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et du Livre IV du Code des Relations entre le Public et l'Administration :

- un recours gracieux, adressé à madame la préfète du Cher ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du Code de Justice Administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans (45à). Le tribunal ad-

ministratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Après recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

## Annexe

### **Demande de dérogation aux mesures de restriction de l'irrigation pour la saison 2020**

Nom de l'exploitation / de l'exploitant :

Numéro MISE du ou des points de prélèvement concerné(s) : .....  
.....  
.....

**Type d'irrigation / Matériel :**     Aspersion / enrouleur  
    Aspersion / pivot  
    Localisée / goutte à goutte

**Type de culture :**

- |  |  |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> cultures fruitières et assimilées | <input type="checkbox"/> cultures maraîchères et légumières          |
| <input type="checkbox"/> cultures florales                 | <input type="checkbox"/> essais de semences de maïs recherche        |
| <input type="checkbox"/> pépinières                        | <input type="checkbox"/> cultures de semences et de tabac            |
|  | <input type="checkbox"/> cultures réalisées à des fins de recherche. |

NB : Aucun autre type de culture ne pourra *a priori* faire l'objet de dérogation.

<input type="checkbox"/> Ces cultures sont les seules irriguées sur mon exploitation pour la campagne ..... <sup>1</sup> et je demande une dérogation dès le plan d'alerte
<input type="checkbox"/> J'irrigue d'autres cultures sur mon exploitation pour la campagne ..... <sup>1</sup> et je demande une dérogation aux mesures du plan de crise

Préciser :

Culture	Surface concernée (ha)	Nombre d'irrigations prévues et volume estimé		
		Juillet	Août	Septembre

- Joindre un **extrait cartographique** localisant les parcelles concernées.

- Si certaines de ces cultures font l'objet d'un **contrat de production**, joindre un justificatif.

Date :

Signature :

DGFIP

18-2020-09-09-002

Nouveaux horaires de la trésorerie de Bourges Amendes



**Arrêté relatif au régime d'ouverture au public  
des services de la direction départementale des Finances publiques du Cher**

**L'adjoint du Directeur départemental des Finances publiques du Cher,**

Vu le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

Vu les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des Finances publiques ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des Finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des Finances publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-0141 du 20 février 2020 portant délégation de signature en matière de régime d'ouverture au public des services déconcentrés de la Direction départementale des Finances publiques du Cher;

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

A compter du 9 septembre 2020, la Trésorerie Bourges Amendes située 2 rue Jacques Rimbault à Bourges sera ouverte au public aux horaires suivants :

<b>Lundi</b>	<b>Mardi</b>	<b>Mercredi</b>	<b>Jeudi</b>	<b>Vendredi</b>
8h45 - 12H00	8h45 - 12H00	8h45 - 12H00	8h45 - 12H00	8h45 - 12H00

**Article 2 :**

Après contact pris auprès du service, les usagers peuvent être reçus sur rendez-vous, y compris en dehors des horaires prévus à l'article 1er.

**Article 3 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les locaux des services visés à l'article 1er.

Fait à Bourges, le 9 septembre 2020  
Par délégation du Préfet,  
Le Directeur départemental des Finances publiques du Cher,

**Signé**

Xavier MENETTE